

Lyon, la ville bleue

C'est la rentrée, et Laurent Wauquiez se sent lésé: après le feuilleton Benalla de cet été, il ne voit pas pourquoi le président de région n'aurait pas les pleins pouvoirs de police, lui aussi. Il chouine: « Actuellement, on est bloqué dans plein de domaines, par exemple il y a plein de données qu'on ne peut pas nous transmettre ».

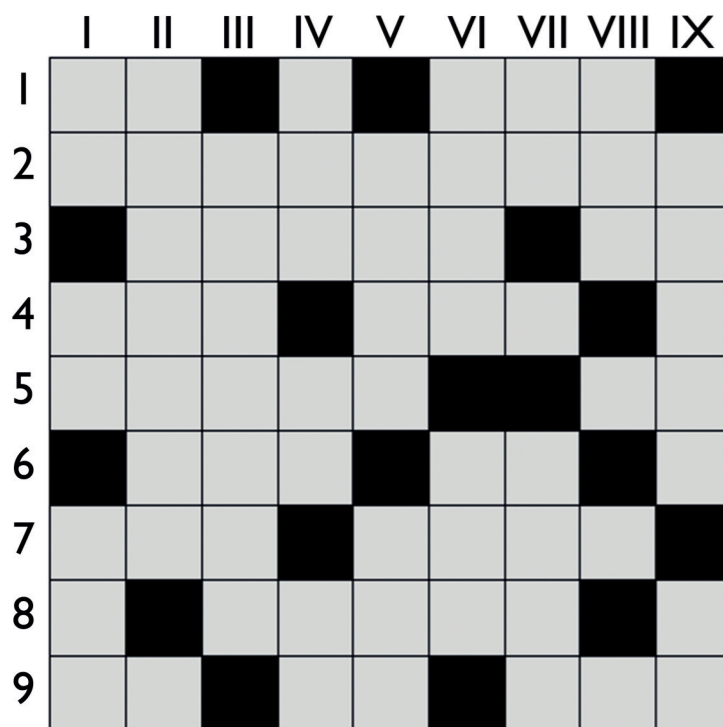
C'est sûr que Laurent a déjà montré de quel côté de la barricade il était: 90 millions d'euros pour fliquer les lycéens avec vidéo-surveillance et portiques, TER gratos pour les gendarmes et policiers (et bientôt les municipaux), et centre régional de vidéosurveillance ferroviaire prochainement inauguré à la Part-Dieu.

Dans le même temps, le taux de réduction sur les TER pour les plus pauvres a baissé (90 à 75%). Flico-solidaire plutôt qu'Illico-solidaire.

Comme une bonne nouvelle n'arrive jamais seule, Gérard Collomb repointe le bout de son nez pour les municipales de Lyon à l'horizon 2020. Malgré une performance d'acteur incroyable lors des auditions sénatoriales de cet été, Gérard Collomb n'a pas été retenu. Dégradé de premier flic de France à flic de Lyon, on espère au moins que Laurent lui offrira une carte de transport.



On t'attend Gégé, revient nous vite !



Horizontal:

- 1 : Trop de lignes pour de grands maux / Match nul
- 2 : Meilleur site d'infos lyonnais
- 3 : Malin / Bonne note
- 4 : Cubes à facettes / Bastonnent, Surveillent, Tasant
- 5 : Endroit de folie pour Carpentier / Arbre commun
- 6 : RSA en pagaille / Parti politique qui fait un peu pitié
- 7 : A choisi la bonne pillule / Quatre lettres pour une vérité
- 8 : Laisse passer l'essentiel
- 9 : Le 47 est le plus connu / Des chiffres et une lettre / A ramasser pour faire du blé

Vertical :

- I : Pépite agréable / Tube de PNL / Essaye de se défendre
- II : Légitime que pour les flics selon le juge
- III : RDV incontournable
- IV : Epice la vie / Dieu solaire / Gardiens de cage
- V : Trop petit pour attraper le ballon / Pote
- VI : Carrefour positif / Chaîne à enchaîner
- VII : Champagne / Coupé de près
- VIII : Un oignon pour être plus tranquille sur internet
- IX : 40 ans que G. Collomb nous tape dessus / A moitié en préfixe

I: O/D/Par 2: Rebellon 3: Filou/Ré 4: Dés/BST 5: Antre/It 6: SRA/LR 7: Neo/ACAB 8: Tamis 9: AK/P/Epi
 I: O/Da/Nia II: Défense III: Bistrot IV: Sel/Ra/AP V: Lobé/Ami VI: Plus/LCI VII: Ay/Rasé VIII: Tor IX: Nerfs/M!

LA SOLIDARITÉ EST UNE ARME ! COTISEZ À LA CAISSE DE SOLIDARITÉ !

Permanences pour se rencontrer, demander de l'aide ou proposer des coups de main :
 premier jeudi de chaque mois, 19h, à la Luttine (91 rue Montesquieu 69007 Lyon)

Contact: 06 43 08 50 32 / caissedesolidarite@riseup.net

LES BRÈVES DU BISTROT ¹

Octobre 2018

En attendant la prochaine croisade, Collomb annonce le début de la Reconquista

Ce mois de septembre 2018, notre cher Gégé, lance la mesure phare du plan « police de sécurité du quotidien ».

En gros le plan c'est de rajouter des flics, des flics et encore des flics. L'ensemble du plan de police de sécurité du quotidien, c'est d'en embaucher dix mille. Pour la reconquête, c'est trois cents condés par tranche de quinze quartiers à reconquérir soit une moyenne de vingt policiers par quartier ! Nous pouvons remarquer que Collomb se soucie toujours particulièrement de Lyon, car le quartier de Mermoz se verra doté de trente flics supplémentaires. Il s'agit de la première vague du plan, les prochaines étapes concerneront quinze nouveaux quartiers et ainsi de suite jusqu'à ce que les soixante quartiers concernés soit tous dotés de leurs renforts de pandores. Sur la métropole le prochain quartier élu sera celui des Minguettes en janvier.

On attend avec suspens les missions qui seront données aux nouvelles recrues... Contrairement aux rumeurs, il ne s'agira pas de policiers s'occupant d'organiser des matchs de foot et de collecter des infos comme la droite s'en inquiétait. Ils augmenteront simplement les effectifs de la BAC, et de police-secours tandis qu'une autre partie sera chargée des enquêtes et investigations.

Il s'agit donc bien d'une opération militaire, car en plus de l'augmentation des troupes, le plan sera accompagné d'un renforcement financier, avec la construction et la rénovation des commissariats (les syndicats de flics se plaignaient d'y être trop à l'étroit), mais aussi un budget consacré à l'achat de véhicules, armes et protections, d'après le communiqué du ministère. Les flics seront aussi équipés de multiples gadgets comme des smartphones et des tablettes directement reliés à divers fichiers, mais aussi des caméras.

Enfin, on peut noter le bon goût de nos dirigeants qui ont baptisé les quartiers concernés par ce plan comme « quartiers de reconquêtes républicaines ». Entre vocabulaire bien dégueulasse et imaginaire directement inspirés des identitaires, il ne s'agit même plus d'enrober leurs discours d'un peu de social, mais de procéder militairement au contrôle de parties du territoire qu'ils avaient auparavant volontairement exclues.

A quand la mise en place de l'inquisition républicaine?



Réprimer les solidarités: la stratégie de la peur

Depuis 2015, dans le cadre de la « lutte anti-terroriste » menée par l'Etat français, on a assisté à une intensification de la répression policière et juridique vis-à-vis des citoyen·nes solidaires avec les étranger·es, notamment aux zones frontalières.

Entre juillet 2015 et janvier 2017, neuf citoyen·nes des Alpes Maritimes ont été inculpé·es. Le 24 avril 2018, trois militant·es suisses et italienne ont été mis·es en détention préventive suite à une manifestation solidaire à la frontière des Hautes-Alpes. C'est la première fois en France que des personnes sont mises en prison pour cause de délit de solidarité. La détention provisoire a été levée début Mai ; depuis quatre autres personnes ont été convoquées au commissariat, et les sept personnes passeront en procès le 8 Novembre à Gap pour « aide à l'entrée de personnes en situation irrégulière en bande organisée ».

Ces récents événements ont fait ressusciter les débats autour du poussiéreux « délit de solidarité », institué en 1938 (dans un climat dont chacun·e devine qu'il était particulièrement xénophobe...). Le dossier en ligne du Gisti sur le délit de solidarité montre comment les évolutions progressives du droit sont devenues de plus en plus floues de sorte qu'il n'ait plus vocation à réprimer les trafics et réseaux mafieux à la frontière, mais à englober dans le champ des répressions les pratiques d'aide gratuite et solidaires vis-à-vis des étrangers. Cette évolution est le fruit d'une représentation de continuité entre l'immigration clandestine et le terrorisme : ainsi, dès 1996, l'aide au séjour irrégulier est intégrée parmi les infractions à visée potentiellement terroriste. Depuis les années 2000, on assiste à une extension des immunités (notamment pour « motifs humanitaires ») mais aussi, simultanément, à une aggravation des sanctions et de la répression des citoyen·nes solidaires avec les étranger·es sans-papiers.

Tout un arsenal législatif vise à limiter les activités bénévoles de citoyen·nes solidaires : l'« aide à l'entrée et au séjour irréguliers », punis de dix ans d'emprisonnement et de trente mille euros d'amende, mais aussi les « délits d'outrage, d'injure et de diffamation ou de violences à agent publics », utilisés selon le Gisti pour « défendre l'administration et la police contre les critiques dont leurs pratiques font l'objet ». A ces motifs s'ajoutent des pratiques plus sournoises de dissuasion, qui procèdent de la même volonté politique : « Il s'agit de priver l'étranger en situation irrégulière en France de toute forme de soutien : amical, politique ou juridique mais aussi, au-delà, de signifier à la population en général et aux militant·es en particulier

qu'on ne peut s'opposer impunément à la politique gouvernementale quelles que soient la détresse humaine et les horreurs qui lui sont inhérentes. »

Dans les Hautes-Alpes, la route qui s'est ouverte progressivement au cours de l'année 2017 fait de la région briançonnaise, depuis plus de six mois, un des principaux passages vers la France. Tout comme à Menton et dans la Roya, les événements se sont enchaînés : forte augmentation du nombre de personnes traversant la région pour entrer en France, organisation citoyenne pour faire face à une situation humanitaire d'urgence, militarisation de la frontière grâce à des équipements et des renforts policiers, répression des personnes clandestines...

L'association Tous Migrants estime que depuis le printemps 2017, entre quarante et cinquante personnes ont été arrêtées et convoquées à la PAF, principalement pour délit d'« Aide à la circulation, à l'entrée ou au séjour de personnes en situation irrégulière ». On peut estimer que plus du double ont été interpellé·es par des agents de police ou de gendarmerie dans l'exercice d'un acte de solidarité. On compte également au moins treize gardes-à-vue.

Malgré leur actualité politique brûlante, ces événements ne doivent pas manquer d'être remis en contexte : c'est uniquement en étudiant comment la pression sur les personnes solidaires s'est organisée progressivement à la frontière alpine que l'on peut comprendre que cette incarcération n'a rien d'une occasion exceptionnelle, d'une punition d'une action politique spécifique que serait cette manifestation. Ce n'est ni une manifestation exceptionnelle de sévérité, ni un dérapage, mais l'aboutissement d'une montée en tension dans la zone frontalière par la répression policière. C'est l'apogée de tout un dispositif politique qui consiste à réprimer les solidarités en jouant sur l'intimidation, et le découragement par la peur des citoyen·nes solidaires.

Une répression qui ne semble pas entamer les solidarités : en témoigne le camping Passamontagna, du 19 au 23 septembre au col de Montgenèvre, qui a rassemblé toutes celles et ceux qui luttent contre les frontières.

Cet article est un résumé d'un texte tiré du blog : <https://derootees.wordpress.com>

« On est à Bure, on fait ce qu'on veut »

Un gendarme pendant une des perquisitions

Le 20 et 21 juin 2018 à Bure, près de deux cents gendarmes ont arrêté neuf personnes, dont un avocat, et perquisitionné au moins quinze lieux de vie et d'organisation de la lutte contre le projet d'enfouissement de déchets nucléaires.

Saisie de téléphones, matériel informatique, papiers, dossiers de travail, vêtements... Des garde-à-vue de 30 à 60 heures, où les interrogatoires portent sur l'organisation, les trains de vie, les financements, les lieux de lutte, les rôles et tâches des différents militants. « Qui s'occupe des papiers ? Qui récolte l'argent ? » Les questions posées lors des auditions et les moyens de l'enquête ne laissent aucun doute, l'objectif est clairement de s'en prendre aux structures qui permettent aux luttes de vivre et de se défendre : Legal Team, Medic Team et groupes d'automédia.



Les moyens d'une instruction ? Écoutes téléphoniques, géolocalisation des téléphones, traçage des véhicules, perquisitions, saisie de matériel et gardes à vue de 96 heures en l'occurrence. Important : même suspecté·e, on n'est pas forcément au courant de l'ouverture d'une instruction.

Ce dispositif conséquent nous rappelle que lorsqu'on touche de trop près aux intérêts vitaux de l'Etat (le nucléaire), il déploie tous les moyens pour étouffer la lutte. Actuellement, cinq personnes sont mises en examen avec contrôle judiciaire leur interdisant de se voir.

Des réactions de soutien aux hiboux ont émergé durant l'été : un communiqué de cinquante avocats, une tribune de nombreux groupes politiques et associatifs comme ATTAC, le DAL, Sud-Rail (...) un communiqué des Legal Team, et une tribune d'écrivains, scientifiques et avocats souhaitant rentrer dans l'association de malfaiteurs.

Bon à savoir : les dernières expériences répressives montrent que les policiers ont du mal avec tout ce qui est échangé entre des adresses mails riseup, avec Signal, le chiffrement des ordinateurs et que les écoutes passives ne semblent pas faire partie de leurs pratiques.

INFOS DANS L'RÉTRO

Le « continuum de sécurité », vous connaissez ? C'est le nouveau concept en vogue pour parler du maintien de l'ordre. Il s'agit, en gros, de préparer tout ce qui ressemble de près ou de loin à un flic à une éventuelle menace terroriste en lui fournissant l'arsenal matériel et judiciaire nécessaire. Ainsi, l'armement des policiers municipaux devrait être rendu obligatoire sous peu et les pouvoirs des compagnies de sécurité privées étendus.

Le jugement pour la nasse de la place Bellecour en 2010 a eu lieu le 13 septembre, le délibéré sera rendu le 25 octobre.

Les policiers ont égaré vingt-quatre armes de service depuis le début de l'année sur la seule région parisienne. L'une de celle-ci a d'ailleurs été récupérée et utilisée dans le meurtre d'une prostituée, Vanesa Campos, au bois de Boulogne.

Le procès des enfarineurs de David Kimelfeld a eu lieu le 20 septembre, verdict rendu le 5 octobre.

Au rayon pyromane, coup de chapeau au maire de Kolbsheim qui a brûlé son écharpe de maire, dégoûté qu'il était par l'évacuation de la zad contre le GCO, menée par cinq cents gendarmes.

On signale la sortie d'une nouvelle parution : Yoyo, journal de lutte contre les barreaux ! « Yoyo c'est un petit journal qui s'énervé contre toutes les taules. Pour transmettre notre conviction que l'enfermement n'est pas là pour maintenir « notre sécurité » mais celle d'un système qui fonctionne sur l'écrasement de gueules. Et réaffirmer notre désir de voir tout ça détruit. ». Disponible sur indymedia Nantes.

Il fait chaud, il fait chaud, sortez le canon à « protéines de viande macérées, mélange de sang séché et d'os broyés » ! Le slogan sonne moins bien, c'est net. Mais, selon *Le Parisien*, cette mixture digne du plus allumé des biodynamiciens remplit parfois les citernes de la police afin d'asperger les manifestants d'une odeur bien désagréable. Le journal réactualise aussi une vieille histoire, les flics pourraient bientôt balancer du « PMC », un liquide incolore et inodore qui ne se repère qu'avec un éclairage ultra-violet. Pour l'instant, c'est surtout un gros jet d'intox pour nous éclabousser de peur mais bon, dans un monde qui prend les désirs des flics pour des réalités...

Collomb vient de trouver une nouvelle réforme pour continuer de caresser les syndicats policiers dont il commence à bien connaître le sens du poil. Il a annoncé récemment que serait bientôt votée une loi permettant aux flics de ne plus présenter une personne gardée à vue à un proc ou un juge d'instruction pendant 24 heures. Par ailleurs les flics auront le droit de pénétrer en force dans des lieux privés « si la situation l'exige ». Remise en cause de la propriété privée pour permettre plus d'arrestations, et Marx se retourna dans sa tombe...